

Questions orales

LES PROTESTATIONS DES CONSOMMATEURS

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, à vrai dire, ce sont les prix de gros qui ont le plus augmenté. Mes collègues ont reçu aujourd'hui plus de 500 exemplaires . . .

Des voix: Règlement!

M. Waddell: Pourquoi la ministre préfère-t-elle fermer les yeux sur ces protestations ou les envoyer au diable?

Des voix: Oh, oh!

M. Waddell: Pourquoi ferme-t-elle les yeux? Pourquoi ne se porte-t-elle pas à la défense des consommateurs canadiens au lieu de se porter à celle des sociétés pétrolières?

Des voix: Bravo!

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, la question a été présentée de telle sorte que je n'ai rien entendu.

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Ils y ont travaillé toute la fin de semaine au caucus pour pondre ça.

M. Deans: Attendez voir au bulletin de nouvelles.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE MOYEN-ORIENT—LA RECHERCHE D'UNE PAIX STABLE

M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La meilleure mesure de défense contre le terrorisme en Occident réside dans une paix stable au Moyen-Orient fondée sur la reconnaissance de l'État d'Israël et la justice nécessaire pour les Palestiniens. Quelles initiatives le Canada peut-il prendre pour chercher à établir une telle paix, compte tenu de la proposition que Yasser Arafat a faite récemment en vue de la tenue d'une conférence internationale sur les droits des Palestiniens?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la Chambre reconnaîtra sans doute que le récent cycle de terrorisme au Moyen-Orient a encore aggravé l'instabilité dans une situation déjà difficile. Il devient impérieux, de l'avis de notre gouvernement, de trouver une réponse, une réaction au terrorisme croissant dans

le monde. Le Canada entend bien participer à cette réaction contre le terrorisme.

Quant aux problèmes plus fondamentaux et persistants au Moyen-Orient, le Canada entend poursuivre la politique constructive qu'ont suivie les gouvernements canadiens des deux partis.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

L'AVENIR DES ATELIERS DE MONCTON

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Compte tenu d'un article fort inquiétant selon lequel la situation de toute la région à l'est de Montréal est désastreuse, et de la recommandation de fermer Terra Transport, cela n'augure-t-il pas la fermeture des ateliers de Moncton? Le ministre pourrait-il aujourd'hui rejeter cette recommandation de façon à épargner les ateliers de Moncton?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je le répète, la déclaration dont parle le député est tout à fait inexacte et irréfléchie. J'ajoute en outre que le président-directeur général du CN réfutera dans une déclaration la teneur de l'article paru ce matin. J'espère que la question sera ainsi tirée au clair une fois pour toutes.

ON DEMANDE DE SAUVEGARDER LES EMPLOIS

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, le ministre a souvent fait part de son souci de préserver les 1,200 emplois à Moncton. Mais les rumeurs persistent. Le ministre va-t-il s'engager sur-le-champ à sauvegarder ces 1,200 emplois sur lesquels on compte beaucoup à Moncton? Peut-il le promettre?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, le député n'a pas le monopole des préoccupations.

M. Caccia: Il s'agit de sa circonscription.

M. Mazankowski: Évidemment, la question me préoccupe, au même titre que la direction du CN, qui évalue en ce moment les besoins d'un bout à l'autre du pays au chapitre de l'entretien du matériel, compte tenu de la diminution considérable de l'intensité du trafic et des changements survenus dans les tendances de ce trafic. On tient compte de tous ces facteurs. Le député ne veut certainement pas que j'impose mon pouvoir au conseil d'administration et aux administrateurs légitimes du CN.

M. Gray (Windsor-Ouest): Oui, c'est ce que nous voulons.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.